

Les contradictions du « néo-capitalisme » n'ont encore mûri que de façon limitée dans le domaine économique. En outre, des facteurs politiques peuvent provoquer des développements particulièrement importants pour toute l'Europe. Parmi eux, il faut en signaler deux particulièrement. Tout d'abord l'évolution de la situation en Espagne. Le régime Franco est extrêmement usé et le capitalisme espagnol a été incapable dans les années précédentes, c'est-à-dire pendant qu'en Europe sévissait la plus grande apathie politique, de remplacer ce régime usé par un nouveau pouvoir associant mieux l'Espagne capitaliste au reste de l'Europe occidentale. Il sera beaucoup plus difficile de faire cette opération dans les nouvelles conditions politiques sévissant en Europe ; Franco s'est déjà vu contraint d'agir préventivement en instituant l'état d'exception, qui a immédiatement provoqué une résistance puissante chez les ouvriers.

L'autre facteur est la crise internationale du stalinisme, dont les péripéties peuvent être tout à fait inattendues. L'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie exprime non la force mais la crainte des gouvernements des Etats ouvriers face aux aspirations montantes de la population. Jusqu'à présent, la crise internationale du stalinisme a davantage servi, au sein même des partis communistes, les courants droitiers, tandis que les courants de gauche ne se sont développés qu'à l'extérieur de ces formations parmi les jeunes. Mais quand cette crise s'approfondissant touchera non seulement ou non principalement des couches intellectuelles ou des membres des appareils, mais aussi et surtout la base ouvrière de ces partis, des chances beaucoup plus grandes seront offertes aux courants de gauche, et ce sans préjuger de la tendance des développements qui se produiront dans les Etats ouvriers.

Ces deux facteurs, l'Espagne et la crise internationale du stalinisme, ont d'autant plus d'importance que l'évolution du mouvement ouvrier européen à la suite de la première guerre mondiale a été profondément affectée précisément par ce qui s'est passé aux deux extrémités de l'Europe : la dégénérescence de l'Union soviétique et la défaite de la révolution espagnole.

13) Rien ne serait plus dangereux que d'extrapoler la résistance qu'a présentée par exemple le PCF en mai 1968 pour conclure que les partis communistes y compris le PCF ne connaîtront pas de crises graves à l'avenir. Au contraire, tout au sein du PCF pointe que, maintenant, notamment en raison de mai 1968 et de l'affaire tchécoslovaque, il est entré pour la première fois dans des conditions propices à l'éclatement de crises graves. Ce parti — le plus rigide de tous les PC — était arrivé au lendemain de la guerre au faite de son autorité sur la classe ouvrière ; depuis lors il a été affecté par quelques crises qui n'ont toutefois touché que ses couches périphériques (francs-tireurs de la guerre, intellectuels, étudiants), tandis que son assise ouvrière, tout en ressentant un malaise — en liaison notamment avec la « destalinisation » — restait profondément attachée pas seulement au parti mais aussi à sa direction et à l'Union soviétique. Mai 68 et l'affaire tchécoslovaque ont porté atteinte à l'autorité de l'une et de l'autre, y compris dans la base ouvrière du PCF.

L'exemple du PC italien, également, montre que le mouvement de masse du pays tout comme l'affaire tchécoslovaque ont fait renaître sinon une situation de crise grave du moins des différenciations.

La force de résistance des vieilles directions est faite beaucoup moins de la confiance en elles des militants de base que de l'absence, dans les conditions actuelles, de ce qui peut apparaître comme une direction de rechange. La direction du P.C.F. vient d'ailleurs de montrer cette année (l'Humanité du 5 février) la crainte qu'elle avait de la formation d'une organisation politique sur sa gauche disposant d'une certaine audience et d'une certaine capacité d'action.

14) En dépit du fait que le glissement à droite extrêmement prononcé des partis socialistes n'a pas dans les années provoqué des crises graves, il serait également erroné d'en conclure que la radicalisation des masses, là où ces partis ont leurs assises dans la classe, ne les affectera pas.

D'ores et déjà on a pu constater dans plusieurs pays que l'opposition à la politique de ces partis sociaux-démocrates a trouvé une certaine expression dans les syndicats qu'ils contrôlent, et ce y compris jusqu'aux sommets syndicaux, qui le font pour des raisons spécifiques de défense de leurs positions et dans des limites données. Mais une telle situation ne manquera pas de trouver une expression